

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/104  
16 juillet 1998

(98-2831)

Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

## EXAMEN DES LÉGISLATIONS

### Réponses de la Bulgarie aux questions posées par les Communautés européennes et leurs États membres et par les États-Unis<sup>1</sup>

La Mission permanente de la Bulgarie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 juillet 1998.

#### **I. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET LEURS ÉTATS MEMBRES**

##### **A. MARQUES DE PRODUITS OU DE SERVICES**

**1. L'article 2 de la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels définit les marques de produits ou de services comme étant des signes qui désignent des produits ou services "[...] de manière à les distinguer des autres produits ou services de même nature [...]". Prière d'expliquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 15:1 de l'Accord sur les ADPIC qui ne pose pas cette condition mais définit une marque comme étant un signe propre à "distinguer les produits ou les services d'une entreprise de ceux d'autres entreprises [...]".**

Les dispositions de l'article 2 de la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels qui prévoient que les produits ou services doivent être de "même nature", ne sont pas contraires à celles de l'article 15:1 de l'Accord sur les ADPIC. Dans les deux cas, les marques de produits ou de services sont définies comme étant des signes qui servent à distinguer les produits ou services d'une entreprise de ceux d'autres entreprises.

**2. En vertu de l'article 3 de la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels, "les marques de produits ou de services peuvent être composées de mots ou d'images et peuvent être graphiques, en relief, sonores ou complexes". Prière d'expliquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 15:1 de l'Accord sur les ADPIC qui mentionne les noms de personne, les lettres, les chiffres, les éléments figuratifs et les combinaisons de couleurs, ainsi que toute combinaison de ces signes.**

Étant donné que l'article 3 de la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels contient une disposition de caractère général, il n'établit pas la liste exhaustive des signes pouvant être

---

<sup>1</sup> Document IP/C/W/101.

enregistrés en tant que marques et n'exclut donc pas la possibilité d'enregistrer les marques mentionnées dans l'article 15:1 de l'Accord sur les ADPIC.

**3. Prière d'expliquer si et comment la législation bulgare prévoit une protection des signes qui ne sont pas en soi propres à distinguer les produits ou services pertinents mais qui ont acquis un caractère distinctif par l'usage (article 15:1 de l'Accord sur les ADPIC).**

La Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels ne comporte aucune disposition particulière relative à l'enregistrement de marques qui ne sont pas en soi propres à distinguer les produits ou services pertinents mais qui ont acquis un caractère distinctif par l'usage. Toutefois, sur la base des dispositions de la Convention de Paris qui a été incorporée dans la législation nationale, l'Office des brevets accorde une protection à ces marques à condition qu'il existe des preuves suffisantes de l'existence d'un caractère distinctif acquis par l'usage.

**4. L'article 15 de la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels régit le droit de priorité dans le cas des marques figurant dans des expositions internationales officielles ou officiellement reconnues. L'article ne traite pas de la question de la "protection temporaire" qui doit être assurée à cette occasion conformément aux dispositions de l'article 2 de l'Accord sur les ADPIC en liaison avec l'article 11 de la Convention de Paris. Prière de donner des explications.**

L'article 11 de la Convention de Paris fait obligation aux parties contractantes d'accorder une protection temporaire aux objets de propriété industrielle, notamment les marques, figurant dans des expositions internationales officielles ou officiellement reconnues mais il ne mentionne pas concrètement les moyens d'assurer cette protection. Celle-ci est accordée par l'article 15 de la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels qui prévoit la possibilité de revendiquer le droit de priorité à compter de la date d'exposition de la marque, dans certaines conditions définies par la loi.

**5. Prière d'expliquer si et comment l'article 16 ("droits conférés") et l'article 2 de l'Accord sur les ADPIC, en liaison avec l'article 10bis ("concurrence déloyale") de la Convention de Paris, sont mis en œuvre par la législation bulgare.**

L'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC correspond à l'article 19 de la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels. Quant au paragraphe 2 de l'article 16, la législation bulgare lui donne effet par l'application directe de l'article 6bis de la Convention de Paris qui fait partie du droit interne. L'article 4 d) de la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels est conforme à l'article 16:3 de l'Accord sur les ADPIC.

La Loi sur la protection de la concurrence du 29 avril 1998 contient des dispositions relatives à la concurrence déloyale dans l'utilisation de marques. L'article 33 2) de cette loi interdit l'utilisation d'un nom d'entreprise, d'une marque ou d'un dessin ou modèle distinctif, identiques ou similaires à ceux appartenant à d'autres personnes d'une manière pouvant porter préjudice aux intérêts des concurrents et/ou des utilisateurs.

**6. L'article 21 de la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels traite de la transmission et de la cession de l'usage d'une marque. Prière de préciser si la législation bulgare autorise la transmission et la cession de la marque en tant que telle et si cette opération nécessite le transfert de l'entreprise à laquelle la marque appartient (article 21 de l'Accord sur les ADPIC).**

Selon la pratique de l'Office des brevets, une marque peut être transmise sans qu'il y ait transfert de l'entreprise à laquelle elle appartient.

**7. En vertu de l'article 19 de l'Accord sur les ADPIC, il est possible de faire valoir une raison valable, c'est-à-dire des circonstances indépendantes de la volonté du titulaire de la marque, par exemple des restrictions à l'importation, pour justifier le non-usage. L'article 23 de la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels dispose seulement qu'une marque est radiée si elle "n'a pas été utilisée ou n'a pas été proposée à l'usage par des annonces dans la presse, pendant une période de cinq ans". Veuillez expliquer si et en quoi cette disposition est compatible avec l'Accord sur les ADPIC.**

**B. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES**

**8. L'article 38 de la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels ne fait aucune mention de la "réputation" des produits, contrairement à la définition de l'indication géographique figurant dans l'article 22:1 de l'Accord sur les ADPIC. Dans ce contexte, prière d'expliquer en quoi cette disposition est compatible avec l'Accord.**

La Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels ne contient aucune disposition relative à la protection des indications géographiques et ne satisfait donc pas aux prescriptions de cette partie de l'Accord sur les ADPIC. La définition juridique des appellations d'origine (telle qu'elle figure dans l'Arrangement de Lisbonne) est contenue dans l'article 36 de la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels. Des dispositions sur la protection des indications géographiques figurent dans le projet de loi sur les marques et les indications géographiques; elles sont conformes aux exigences des articles 22 à 24 de l'Accord sur les ADPIC.

**9. L'article 44 de la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels dispose que "les marques dont l'un des éléments est une appellation d'origine ne peuvent être enregistrées que si le droit d'utiliser cette appellation est fondé". Prière d'expliquer en quoi cette disposition est compatible avec les articles 22:3 et 23:2 de l'Accord sur les ADPIC.**

Les dispositions de l'article 44 de la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels ne sont pas contraires à celles des articles 22:3 et 23:2 de l'Accord sur les ADPIC. Elles portent sur un cas particulier: l'enregistrement de "marques à éléments multiples (complexes)", c'est-à-dire de marques figurant sur des étiquettes, dont l'un des éléments est une appellation d'origine, non protégeable. L'appellation d'origine peut figurer sur l'étiquette à condition que le requérant soit enregistré en tant qu'utilisateur de l'appellation. Si cette condition n'est pas remplie, l'enregistrement de la marque est refusé ou, si la marque a déjà été enregistrée, l'enregistrement est radié en raison de son caractère illicite en vertu des dispositions de l'article 23 a) en liaison avec l'article 44 de la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels.

**10. Veuillez préciser de quelle manière la législation bulgare traite la question de l'homonymie d'indications géographiques pour les vins.**

La législation bulgare ne contient aucune disposition énonçant les conditions pratiques qui permettent de différencier les indications géographiques en cas d'homonymie.

**C. DESSINS OU MODÈLES INDUSTRIELS**

**11. Prière d'expliquer si et comment les dessins ou modèles de textiles sont protégés par la législation bulgare.**

Les dessins ou modèles de textiles ne bénéficient d'aucune protection particulière: la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels prévoit pour ceux-ci la même protection que pour les dessins ou modèles industriels. L'article 24 de la loi contient la définition juridique suivante des dessins ou modèles industriels: un dessin ou modèle industriel peut être toute nouvelle présentation

externe d'un produit se distinguant par la particularité de la forme, du dessin, des décorations, des combinaisons de couleurs et autres caractéristiques analogues, qui peut être protégée en tant que dessin ou modèle industriel eu égard à la nouveauté de la combinaison.

**12. Prière d'expliquer si et comment la législation bulgare met en œuvre l'article 26:1 de l'Accord sur les ADPIC.**

Lorsqu'il est porté atteinte à ses droits, le titulaire d'un dessin ou modèle industriel protégé peut engager des poursuites pénales ou civiles à l'encontre de l'auteur des faits. En vertu de l'article 52 de la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels, les produits importés ou fabriqués sur le territoire de la République de Bulgarie, sur lesquels une marque étrangère est illicitement apposée, peuvent être saisis au profit de l'État. Le délit est constaté dans un document officiel établi par les organes de contrôle de l'Office des brevets après que ces derniers ont été informés de l'atteinte par le détenteur des droits.

**13. Prière de préciser la durée de protection accordée aux dessins ou modèles industriels en vertu de la législation bulgare. L'article 29 de la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels semble limiter cette durée de protection à cinq ans, ce qui serait contraire aux dispositions de l'article 26:3 de l'Accord sur les ADPIC qui prévoit que la durée de la protection offerte atteindra au moins dix ans.**

L'article 29 de la Loi sur les marques et les dessins ou modèles industriels prévoit une durée de protection de cinq ans pour les dessins ou modèles industriels, sans possibilité de prolongation, ce qui n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 26:3 de l'Accord sur les ADPIC. Le nouveau projet de loi sur les dessins ou modèles industriels permettra de répondre à ces prescriptions: il prévoit une durée de protection de cinq ans avec possibilité de prolongation pour quatre périodes de cinq ans supplémentaires, soit une durée totale de protection de 25 ans à compter de la date de dépôt de la demande d'enregistrement.

## **II. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS**

**1. Prière d'expliquer comment le traitement national, dont l'application est prescrite par l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC (de façon générale, en matière de droit d'auteur et de droits voisins) et par l'article 9:1 de l'Accord (qui incorpore l'article 5 1) de la Convention de Berne), est accordé s'agissant de la répartition de la rémunération pour les cassettes vierges prévue à l'article 26 de la Loi bulgare sur le droit d'auteur et les droits voisins.**

L'article 26 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins est conforme aux articles 3 et 9:1 (qui incorporent l'article 5 1) de la Convention de Berne) de l'Accord sur les ADPIC.

En vertu de l'article 26 1) de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, les auteurs d'œuvres enregistrées sur des supports sonores ou vidéo, les artistes interprètes ou exécutants dont les interprétations ou exécutions ont été enregistrées et les producteurs de ces enregistrements ont droit à une rémunération chaque fois que leurs enregistrements sont reproduits pour un usage privé. La rémunération, qui doit être versée par les personnes fabriquant ou important des supports sonores ou vidéo vierges, s'élève à 5 pour cent respectivement du prix à la production, ou de la valeur en douane des supports importés.

Le montant de la rémunération est versé à une société de gestion collective des droits (le Ministre de la culture de la République de Bulgarie a désigné à cet effet par ordonnance la société "Musicauthor") qui le répartit entre les organisations représentant les différentes catégories de titulaires de droits d'auteur. Ces organisations de gestion collective répartissent ensuite les sommes

reçues entre leurs membres; pour ce qui est des redevances dues à des auteurs étrangers, les sommes en question sont versées à une société étrangère dans le cadre d'accords de représentation mutuelle.

**2. La Bulgarie applique-t-elle la "règle de la durée plus courte" aux phonogrammes et aux représentations ou exécutions d'œuvres des autres Membres de l'OMC? Dans l'affirmative, prière d'expliquer comment vous le justifiez au regard de l'article 4 de l'Accord sur les ADPIC.**

En vertu de l'article 102 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, les droits des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes étrangers auxquels le traitement national n'est pas accordé, sont protégés par les traités relatifs aux droits voisins du droit d'auteur auxquels la République de Bulgarie est partie: la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Convention de Rome de 1961) et la Convention pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes (Convention de Genève de 1971).

**3. Veuillez préciser si la Bulgarie accorde une protection contre la reproduction à la fois directe et indirecte de phonogrammes, comme le prescrit l'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC, y compris par transmission numérique dans le cadre de services d'abonnement ou de services interactifs; dans l'affirmative, selon quelles modalités?**

Comme le prescrit l'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC, l'article 86 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins prévoit que le producteur a le droit exclusif d'autoriser:

- a) la reproduction et la distribution de phonogrammes;
- b) l'importation et l'exportation de copies de phonogrammes;
- c) la présentation ou la diffusion en public ou la radiodiffusion de phonogrammes sur les ondes par câble ou par d'autres moyens techniques.

En vertu de l'article 76 1) de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins et conformément à l'article 14:1 de l'Accord sur les ADPIC, les artistes interprètes ou exécutants ont le droit exclusif d'autoriser contre rémunération:

- a) la radiodiffusion sur les ondes, par câble ou par d'autres moyens techniques, de leur interprétation ou exécution ainsi que l'enregistrement sonore ou vidéo de leur prestation, la reproduction de cet enregistrement sur des supports sonores ou vidéo et la mise en distribution de ceux-ci;
- b) la présentation/diffusion en public ou la radiodiffusion sur les ondes, par câble ou par d'autres moyens techniques de ces enregistrements.

Les détenteurs des droits susmentionnés peuvent demander une protection contre les atteintes portées auxdits droits selon la procédure prévue par le Code civil ainsi, parallèlement, que selon la procédure administrative et/ou pénale si les conditions prescrites par la loi sont remplies.

**4. Veuillez confirmer que l'article 6 des dispositions additionnelles à la Loi sur le droit d'auteur confère une protection rétroactive totale aux œuvres, phonogrammes et représentations ou exécutions d'œuvres des autres Membres de l'OMC, comme l'exigent les articles 9:1, 14:6 et 70:2 de l'Accord sur les ADPIC, qui incorporent par renvoi l'article 18 de la Convention de Berne ou se fondent sur cet article. Prière d'indiquer la date à partir de laquelle cette protection s'applique, pour chaque catégorie d'objets.**

Le paragraphe 6 1) des dispositions transitoires et finales de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins dispose que cette loi est également applicable aux œuvres, aux représentations ou exécutions, aux phonogrammes, aux enregistrements vidéo, aux programmes de radio et de télévision réalisés, présentés ou diffusés avant l'entrée en vigueur de la loi sauf si les périodes de protection correspondantes ont expiré.

En règle générale, la protection par le droit d'auteur a une durée de 50 ans à compter du début de l'année suivant l'année du décès de l'auteur (article 27 1) de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins); toutefois le point de départ de la protection peut varier dans certains cas de figure énumérés ci-après:

- les recueils, etc. d'œuvres doivent être protégés à compter de la date de leur publication en vertu de l'article 30 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins;
- les films ou autres œuvres audiovisuelles doivent, en vertu de l'article 29 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, être protégés à compter de la date à laquelle ils ont été mis à la disposition du public;
- pour les œuvres ayant plusieurs auteurs visées à l'article 27 2) de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, la période définie à l'article 27 1) de la loi commence à courir à compter du décès du dernier auteur survivant;
- les œuvres anonymes ou pseudonymes doivent, en vertu de l'article 28 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, être protégées à compter de la date à laquelle elles ont été mises à la disposition du public pour la première fois.

S'agissant des droits connexes, la durée de protection est également de 50 ans. Elle commence à courir:

- en vertu de l'article 82 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins (artistes interprètes ou exécutants), à compter du début de l'année suivant l'année durant laquelle l'enregistrement de l'interprétation ou exécution a été publié, ou du début de l'année suivant l'année durant laquelle la première représentation ou exécution a eu lieu;
- en vertu de l'article 89 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins (producteurs d'enregistrements), à compter du début de l'année suivant l'année durant laquelle le phonogramme a été publié et, à défaut de publication, à compter du début de l'année suivant l'année de son enregistrement;
- en vertu de l'article 92 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins (organismes de radiodiffusion), à compter du début de l'année suivant l'année durant laquelle la première radiodiffusion a eu lieu.

Conformément aux dispositions de l'article 14:2 et 14:5 de l'Accord sur les ADPIC en liaison avec l'article 70:2 de l'Accord et l'article 18 de la Convention de Berne, la République de Bulgarie accorde une protection aux œuvres, aux représentations ou exécutions et aux phonogrammes d'auteurs des autres Membres de l'OMC pour une période de 50 ans, cela étant applicable avant la date de l'accession de la Bulgarie à l'OMC.

Un projet de modification de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins est en cours d'élaboration. Il vise à instaurer une protection par le droit d'auteur d'une durée de 70 ans; pour les

produits cinématographiques, la protection commencera à compter du début de l'année suivant l'année du décès du dernier survivant parmi les personnes suivantes: le réalisateur, le scénariste, le cameraman, le dialoguiste et le compositeur (si ce dernier a composé la musique spécialement pour l'œuvre cinématographique en question). Les droits attachés au droit d'auteur seront accordés aux producteurs de films.

**5. Veuillez expliquer comment la Bulgarie satisfait aux prescriptions de l'article 14:4 de l'Accord s'agissant des droits de location des producteurs de phonogrammes.**

Les droits de location des producteurs de phonogrammes sont énoncés à l'article 86 1.1) en liaison avec le paragraphe 2 4) des dispositions transitoires et finales de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, conformément aux dispositions de l'article 14:4 de l'Accord sur les ADPIC.

En particulier, l'article 86 1.1) et 86 2) de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins accorde aux producteurs le droit d'autoriser la mise en circulation de leurs phonogrammes. Parallèlement, le paragraphe 2 4) des dispositions transitoires et finales définit la location comme étant une forme de mise en circulation d'une œuvre.

Conformément à l'article 14:4 de l'Accord sur les ADPIC, la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins prévoit une protection des droits de location des producteurs de phonogrammes.

**6. L'article 25 de la Loi bulgare sur le droit d'auteur prévoit une exception dans le cas de la reproduction à usage privé d'œuvres publiées qui ne sont pas des logiciels d'ordinateur ni des œuvres d'architecture. Prière d'expliquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC et l'article 9 2) de la Convention de Berne.**

L'autorisation accordée en vertu de l'article 25 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins est conforme aux dispositions de l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC et de l'article 9 2) de la Convention de Berne.

L'article 25 traite de la libre reproduction d'œuvres déjà publiées, pour un usage uniquement privé. Il s'agit là d'un cas spécial qui ne porte pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ni ne cause un préjudice injustifié aux intérêts légitimes des détenteurs de droits comme l'exigent l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC et l'article 9 2) de la Convention de Berne.

L'article 26 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins précise les cas dans lesquels les auteurs d'œuvres déjà enregistrées, les artistes interprètes ou exécutants et les producteurs de phonogrammes ont le droit de recevoir une rémunération à chaque fois que leurs enregistrements sont enregistrés à nouveau (reproduits) pour un usage privé.

**7. L'article 23 7) de la Loi bulgare sur le droit d'auteur prévoit une exception dans le cas de la reproduction reprographique à des fins pédagogiques. Veuillez expliquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC et l'article 9 2) de la Convention de Berne.**

L'exception prévue à l'article 23 7) de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins est conforme aux dispositions de l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC et à celles de l'article 9 2) de la Convention de Berne. Elle est applicable à la reproduction reprographique ou par d'autres techniques analogues, de parties d'œuvres publiées ou d'œuvres de faible volume ainsi qu'à l'enregistrement de parties de films et d'autres œuvres audiovisuelles sur des supports sonores ou vidéo par des établissements d'enseignement aux fins d'utilisation pédagogique. L'article 10 2) de la Convention de Berne contient des dispositions analogues.

Comme on l'a souligné dans la réponse à la question 6, ce cas spécial ne porte pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ni ne cause un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit comme l'exigent l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC et l'article 9 2) de la Convention de Berne.

**8. Les articles 21 et 22 de la Loi bulgare sur le droit d'auteur disposent que, dans certaines circonstances, des émissions peuvent être retransmises par câble et par satellite sans que le titulaire du droit d'auteur reçoive de rémunération. Prière d'expliquer en quoi ces dispositions sont compatibles avec l'article 11bis 2) de la Convention de Berne, incorporé dans l'Accord sur les ADPIC par l'article 9:1.**

Les dispositions des articles 21 et 22 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins sont conformes à celles de l'article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC (qui incorpore l'article 11bis 2) de la Convention de Berne).

En particulier, l'article 21 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins prévoit que l'autorisation de radiodiffusion d'une œuvre par le moyen des ondes radioélectriques comprend l'autorisation de diffuser l'œuvre, mais uniquement à la condition que la transmission ait lieu simultanément avec la radiodiffusion sous une forme non modifiée et qu'elle ne s'étende pas au-delà du territoire pour lequel le droit de radiodiffusion a été accordé. Dans tous les autres cas, l'auteur a droit à une rémunération équitable pour diffusion par câble.

Par ailleurs, en vertu de l'article 22 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, l'autorisation de radiodiffuser une œuvre par le moyen des ondes radioélectriques comprend le droit de communiquer l'œuvre au moyen de signaux transmis par un satellite de télécommunication permettant sa réception par l'intermédiaire d'un organisme différent de celui qui l'a communiquée. Ce droit ne peut être exercé que si l'auteur autorise l'organisme récepteur à radiodiffuser l'œuvre par le moyen des ondes radioélectriques, à la transmettre par câble ou par d'autres moyens techniques, ou à la communiquer au public de toute autre manière. L'organisme récepteur doit verser une rémunération à l'auteur pour la diffusion de l'œuvre au moyen de signaux transmis par un satellite de télécommunication.

---